



**Union togolaise de banque**

RAPPORT  
ANNUEL  
2 0 1 2

## • TABLE DES MATIERES

Chiffres – clés .....	3
Renseignements juridiques .....	4
Commissaires aux comptes .....	4
Agences .....	4
Composition du Conseil d'Administration .....	4
Composition de la Direction Générale .....	4
Rapport du Président du Conseil d'Administration au Conseil d'Administration....	6
Rapport général du Commissaire aux Comptes.....	17
Rapport spécial du Commissaire aux Comptes .....	19
Etats financiers au 31 décembre 2012 .....	21
Bilans des exercices 2008 à 2012.....	22
Compte de résultat des exercices 2008 à 2012 .....	23
Evolution des dépôts des exercices 2008 à 2012.....	24
Evolution des crédits des exercices 2008 à 2012.....	24
Evolution des fonds propres effectifs des exercices 2008 à 2012.....	25
Résolutions .....	26

## ACTIVITES

Désignation	2012	2011	Ecart	Variation en %
Dépôts clientèle *	129 596	127 383	2 213	1,74
Créances clientèle *	115 754	110 914	4 840	4,36

## RESULTAT

Désignation	31/12/2012	31/12/2011	Ecart	Variation en %
Produit Net Bancaire *	13 161	12 466	696	5,58
Charges de fonctionnement *	5 597	5 227	370	7,08
Résultat Brut d'Exploitation *	6 588	6 344	244	3,85
Résultat Net *	2 612	4 033	-1 421	-35,23
Coefficient d'exploitation (%)	42,53	41,93	0,60	1,43

## STRUCTURE

Désignation	2012	2011	Ecart	Variation en %
Total Bilan *	189 818	183 159	6 659	3,64
Fonds Propres effectifs *	17 178	14 285	2 893	20,25
Ratio de couverture des risques (%)	13,39	11,25	2,14	19,03
Nombre d'agences	40	40	0	0,00
Effectif	261	253	8	3,16

\* en millions de FCFA

## RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

---

<b>Raison sociale</b>	:	Union Togolaise de Banque
<b>Forme juridique</b>	:	Société anonyme
<b>Date de création</b>	:	30 juin 1964
<b>Actionnaire</b>	:	Etat Togolais
<b>Siège social</b>	:	Lomé B.P. 359. Tel (228) 22 23 43 00/ 01 (228) 22 21 50 02 Fax (228) 22 21 22 06
<b>Adresse Swift</b>	:	UNBTGTG
<b>Site web</b>	:	www.utb.tg
<b>E-mail</b>	:	utb.sdg@utb.tg

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

---

<b>Titulaires</b>	:	EFOGERC	Tel : (228) 22 21 21 11
		AUDIT & CONSULTING CENTER (A2C)	Tel : (228) 22 20 66 09
<b>Suppléants</b>	:	CKA	Tel : (228) 22 21 62 26
		EXPERTS ASSOCIES	Tel : (228) 22 21 38 99

## AGENCES ET BUREAUX

---

### A Lomé

Circulaire; Centrale, Port, Aéroport, Résidence du Bénin; Hédzranawoé; Média +; Campus; Boulevard-Est; Adidogomé; Agoényivé; Attikoumé; Bé-Kpota; Kegué ; Total-port ; Kpéhénou; Tokoin-Trésor; Totsi ; Jean-Paul II Novissi ; Eda-Oba.

### A l'intérieur

Aného; Atakpamé ; Kpalimé ; Kara ; Sokodé ; Dapaong ; Cinkassé; Mango; Guérin-kouka; Pya; Kétao; Bassar; Tchamba; Sotouboua; Anié; Tsévié ; Adeta ; Vogan ; Tagbligbo ; Kanté.

## COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

<b>Badawasso T. GNARO</b>	:	Président Secrétaire Général au Ministère de l'Economie et des Finances,
<b>Yaovi Attigbé IHOU</b>	:	Membre Directeur Général de l'U.T.B. Ministère de l'Economie et des Finances.
<b>Idissa DERMAN</b>	:	Membre Retraité de la Fonction Publique Ministère de l'Economie et des Finances.
<b>Koffi Mawuéna AMEGAVI</b>	:	Membre Directeur du Matériel et de Transit Administratif Ministère de l'Economie et des Finances.
<b>Kueku Banka JOHNSON</b>	:	Membre Directeur du Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF- LOME) Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé.
<b>Adoukoê Adjoavi AKPABIE</b>	:	Membre Directrice Générale Adjointe de la Planification et du Développement. Ministère auprès du PR, Chargé de la Planification, du Développement et de l'Aménagement du territoire.

## COMPOSITION DE LA DIRECTION

---

<b>Yaovi Attigbé IHOU</b>	:	Directeur Général
<b>Komi Casimir VOVOR</b>	:	Directeur de l'International & de la Trésorerie
<b>Mawuéna AZIAMOE</b>	:	Directeur Administratif et Financier
<b>Haady MEATCHI</b>	:	Directeur du Système de l'Information & de la Production
<b>Mada Joél BODJONA</b>	:	Directeur Commercial
<b>Kwame KPONYO</b>	:	Directeur des Engagements
<b>Komi LADZEKPO</b>	:	Auditeur Général
<b>Tagba ABI</b>	:	Contrôleur de Gestion
<b>Ouro-Akpo MOUSSA</b>	:	Chargé de mission auprès du DG
<b>Kwame KPEKPASSI</b>	:	Chargé de mission auprès du DG

## • RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Président du Conseil d'Administration, conformément aux prescriptions légales et statutaires, se fait le devoir de vous présenter le rapport sur l'activité de la banque et soumettre à votre approbation, les comptes de l'Union Togolaise de Banque (UTB) clos au 31 décembre 2012.

En 2012, l'environnement économique mondial a été marqué par la persistance de la crise des dettes souveraines dans les pays de la Zone Euro qui a conduit à des incertitudes sur le marché financier, entraînant ainsi la fragilisation de l'économie mondiale. Malgré, les actions importantes engagées, notamment pour rassurer les marchés et renforcer la surveillance de l'activité bancaire au sein de la Zone, cette situation, s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance de l'économie mondiale est de 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011.

Au **Royaume-Uni**, le taux de croissance du produit intérieur brut s'est contracté au quatrième trimestre 2012, après un fort rebond au troisième trimestre, tiré par les effets des Jeux Olympiques. Selon l'Office nationale des statistiques, le PIB ressortirait en repli de 0,3% par rapport au trimestre précédent au cours duquel il a progressé de 0,9%.

Au **Japon**, après un rebond de l'activité économique au premier semestre 2012, le taux de croissance du PIB est ressorti en baisse de 0,9% et 0,2% respectivement au troisième et quatrième trimestres de l'année 2012. Cette situation est liée, en partie, à l'affaiblissement des subventions gouvernementales, ainsi qu'au recul de l'investissement productif et des exportations.

En **Chine**, après sept trimestres de ralentissement de l'activité économique, le produit intérieur brut a rebondi au quatrième trimestre 2012. Selon les chiffres publiés par le Bureau national de la statistique, la croissance du PIB ressortirait à 7,9% en 2012, sous l'impulsion d'un fort redressement des exportations au dernier mois du trimestre.

**Dans l'UEMOA, la conjoncture économique reste bien orientée.** Au quatrième trimestre 2012, en glissement annuel, l'indice de la production industrielle a enregistré une hausse de 4,6% et celui du chiffre d'affaires s'est accru de 7,5%.

**Le taux d'inflation dans l'UEMOA**, en glissement annuel, est passé de 2,9% à fin septembre 2012 à 3,3% à fin octobre 2012, avant de s'orienter à la baisse en se situant à 3,2% à fin novembre 2012 et 2,8% à fin décembre 2012. Cette évolution de l'inflation est liée essentiellement à la remontée des prix des légumes et des tubercules dans certains pays, ainsi qu'à celle des frais d'enseignement supérieur, notamment en Côte d'Ivoire. Elle est également due à la progression du prix de l'essence vendu en vrac au Bénin, où les Autorités de ce pays ont pris la décision d'interdire le commerce informel de carburants.

Les conditions monétaires dans l'Union se sont assouplies, l'indice ayant replié de 0,2%, en glissement annuel. Cette évolution résulte essentiellement de la diminution du taux de change effectif nominal, atténuée par une légère hausse du taux d'intérêt du marché interbancaire à un jour.

Au plan de la politique monétaire, la BCEAO a continué de soutenir les établissements de crédit à travers l'offre de liquidités dans le cadre de ses adjudications régionales. Une baisse des taux a été observée sur le marché des adjudications et sur le marché interbancaire.

Les conditions de banque ont été marquées par une contraction des taux d'intérêts débiteurs au niveau de l'Union au quatrième trimestre 2012, après une hausse relevée au troisième trimestre. Hors prêts au personnel des banques, charges et taxes, le taux d'intérêt débiteur moyen s'est situé à 7,89% au quatrième trimestre 2012 contre 7,97% au trimestre précédent.

Au plan national, les nouvelles estimations du PIB fixent le taux de croissance réel à 5,9% en 2012 contre 4,8% en 2011. La prévision du taux de croissance de 2012 était de 5,0% en août 2012. La différence s'explique notamment par une meilleure performance des secteurs primaire et secondaire et d'importants investissements réalisés dans les infrastructures. Le taux d'investissement est passé de 19,1% en 2012 à 26,8% en 2011 sous l'impulsion de la (FBCF) Formation Brute de Capital Fixe privée dont la part relative passe de 9,3% en 2011 à 15,0% en 2012 reflétant les importants investissements réalisés au Port Autonome de Lomé et à l'Aéroport International GNASSINGBE Eyadema.

Au titre de l'année 2012, les opérations financières de l'Etat comparées à celles de 2011 sont caractérisées par une progression de 4,6% des recettes totales et dons, une hausse de 27,1% des dépenses totales et prêts nets et un solde global, base caisse de -127,0 milliards de FCFA contre 22,1 milliards de FCFA en 2011. L'encours de la dette publique totale (intérieure et extérieure) est passé de 834,3 milliards de FCFA à 907,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 enregistrant une hausse de 8,8%.

La balance des paiements du Togo enregistre en 2012, un solde déficitaire de 17,3 milliards résultant d'un déficit courant de 219,7 milliards et d'un excédent de flux nets de capitaux de 202,4 milliards. La situation monétaire intégrée à fin décembre 2012 par rapport à fin décembre 2011 est caractérisée par une baisse de 17,3 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 126,5 milliards du crédit intérieur et un accroissement de 74,3 milliards de la masse monétaire.

La prévision de l'année 2013 repose sur l'hypothèse d'une progression de la production vivrière suite au maintien des mesures de soutien du gouvernement aux paysans, notamment la mise à disposition des engrais. Une augmentation de la production du coton est envisagée compte tenu des performances enregistrées au cours des années 2012 et 2011. La prévision du Comité de Coordination des Filières Café- Cacao (CCFCC) est retenue pour la production du café cacao. La production de phosphate augmenterait suite aux efforts de rénovation des équipements de production entrepris par la SNPT.

L'exercice 2012 a permis de conforter les principaux agrégats de la banque, malgré l'impact de la concurrence rude enregistrée au cours de l'année. La situation patrimoniale s'est améliorée.

## I. AU PLAN DE L'EXPLOITATION

Les objectifs de croissance de la banque se sont poursuivis au cours de l'année. L'arrêté des comptes au 31 décembre 2012 fait ressortir une masse bilancielle qui s'est accrue de 3,64 % pour se situer à 189 818 millions contre 183 159 millions une année plus tôt. Les ressources clientèle ont progressé de 1,74 % pour s'établir à 129 596 millions contre 127 383 millions au 31 décembre 2011. Les emplois clientèle ont progressé de 4,36 % pour s'établir à 115 754 millions contre 110 914 millions au 31 décembre 2011.

En millions de FCFA

	31/12/2012	31/12/2011	Ecart	Variation en %
TOTAL BILAN	189 818	183 159	6 659	3,64
RESSOURCES CLIENTELE	129 596	127 383	2 213	1,74
EMPLOIS CLIENTELE	115 754	110 914	4 840	4,36
CREANCES EN SOUFFRANCE BRUT	17 178	9 333	7 845	84,06
ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	34 124	25 707	8 417	32,74

## II. EVOLUTION DES RESSOURCES - CLIENTELE

Elles sont caractérisées par l'accroissement des dépôts à vue de 2,26% pour se situer à 66 994 millions en décembre 2012 contre 65 513 millions l'année précédente, les dépôts d'épargne ont progressé de 9,83% par rapport en 2011.

En millions de FCFA

	31/12/2012	31/12/2011	Ecart	Variation en %
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	66 994	65 513	1 481	2,26
COMPTES A TERME	29 084	29 776	-692	-2,32
COMPTES D'EPARGNE	30940	28170	2 770	9,83
AUTRES DEPOTS	2578	3924	-1 346	-34,30
<b>TOTAL</b>	<b>129 596</b>	<b>127 383</b>	<b>2 213</b>	<b>1,74</b>

L'exercice 2012 est marqué par la volonté de reconquête de nos positions antérieures. L'intensification de nos actions de collecte de l'épargne a entraîné une progression de nos dépôts à vue de 1 481 millions soit 2,26% et les comptes d'épargne de 9,83 %, soit 2 770 millions par rapport à l'année précédente.



### III. EVOLUTION DES EMPLOIS CLIENTELE

Au niveau des emplois, l'assainissement du portefeuille se poursuit. Le portefeuille a progressé passant de 110 914 millions en 2011 à 115 754 millions en 2012. Cette hausse de 4,36% est consécutive aux concours mis en place au profit des sociétés de la place et des particuliers.

En millions de FCFA

	31/12/2012	31/12/2011	Ecart	Variation en %
PORTEFEUILLE D'EFFETS COMMERCIAUX	1 690	1 044	646	61,88
AUTRES CREDITS A COURT TERME	10 110	16 961	-6 851	-40,39
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	59 748	67 742	-7 994	-11,80
CREDITS A MOYEN TERME	37 788	23 059	14 729	63,88
CREDITS A LONG TERME	613	564	49	8,69
CREANCES EN SOUFFRANCE BRUT	17 178	9 333	7 845	84,06
PROVISIONS SUR LES CREANCES EN SOUFFRANCE	11 373	7 789	3 584	46,01
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>115 754</b>	<b>110 914</b>	<b>4 840</b>	<b>4,36</b>

## IV. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les engagements de financement donnés atteignent au 31/12/2012, 6 240 Millions contre 5 054 Millions au 31/12/2011. Ils sont en hausse de 1 186 millions et sont dus à des ouvertures de crédit documentaire.

Les engagements de garantie donnés se chiffrent au 31/12/2012 à 27 884 Millions contre 20 653 Millions au 31/12/2011 soit une progression de 7 231 millions. La reprise de la coopération avec les bailleurs de fonds a favorisé le démarrage des travaux de grande d'envergure dans le pays.

### En millions de FCFA

	31/12/2012	31/12/2011	Ecart	Variation en %
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	6 240	5 054	1 186	23,47
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	27 884	20 653	7 231	35,02

## V. RESULTATS DE L'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2012

L'arrêté des comptes au 31/12/2012 dégage un résultat net bénéficiaire de 2 611,84 millions contre un résultat net bénéficiaire de 4 032,87 Millions au 31/12/2011.

L'exercice 2012 est marqué par :

- la politique agressive de collecte des ressources de la clientèle ;
- les transferts effectués pour le compte de la clientèle;
- les intérêts générés par les obligations acquises auprès de diverses sociétés installées dans la zone UEMOA qui sont rémunérées au taux moyen de 6 % ;
- les intérêts générés par les titres acquis dans l'opération de titrisation des créances compromises qui sont rémunérés au taux de 6 %.

### En millions de FCFA

	31/12/2012	31/12/2011	Ecart	Variation en %
	1	2	3 = 2 - 1	4 = (3 x 100) ÷ 2
Intérêts à notre profit	13 638,99	11 581,68	2 057,31	17,76
Intérêts à notre charge	4 644,32	4 149,25	495,06	11,93
Net Intérêts	8 994,67	7 432,42	1 562,24	21,02
Produits & Commissions	4 166,31	5 033,35	-867,04	-17,23
Recettes Globales	17 805,31	16 615,03	1 190,27	7,16
Produit Net bancaire	13 160,98	12 465,78	695,20	5,58
Frais Généraux	5 596,99	5 227,13	369,86	7,08
Résultat Brut d'Exploitation	6 588,47	6 344,23	244,23	3,85
Résultat d'Exploitation	3 028,96	4 215,10	-1 186,14	-28,14
Résultat Net	2 611,84	4 032,87	-1 421,03	-35,24

Au 31/12/2012, les intérêts et produits assimilés ont atteint 13 638,99 millions contre 11 581,68 millions au 31/12/2011, en progression de 17,76 % par rapport à la période précédente. Des gains intéressants de 1 358,11 millions ont été engrangés sur les obligations acquises auprès de diverses sociétés par l'intermédiaire de la SGI-TOGO, la BOAD et la BCEAO. Les intérêts sur les titres issus de l'opération de titrisation des créances compromises ont atteint pour l'exercice 2012 le montant de 541,5 millions.

Les intérêts à notre charge c'est-à-dire le coût de nos ressources affichent une progression de 11,93%. Ils s'établissent à 4 644,3 millions contre 4 149,2 millions l'année précédente. Cette situation est imposée par le marché, car nous avons besoin des ressources d'épargne et à terme pour les opérations de transferts, de crédits et de placement.

Nous observons que la marge d'intérêts couvre les frais de personnel à hauteur de 382,22 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 160,71 %.

Les produits et commissions ont régressé de 17,23 % sur la période. Ils s'élèvent à 4 166,31 millions contre 5 035,35 millions au 31/12/2011. Il faut noter que l'ensemble des commissions et produits assimilés au 31/12/2012 couvrent les frais de personnel à hauteur de 177,05 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 74,44 %.

Le produit net bancaire passe de 12 465,78 millions à 13 160,98 millions au 31/12/2012, soit une progression de 5,58 %.

Nous notons que le produit net bancaire couvre les frais de personnel à hauteur de 559,27 % et le total des charges de fonctionnement à hauteur de 235,15 %.

L'ensemble des frais généraux a enregistré une hausse de 7,08% et se chiffrent à 5 596,9 millions contre 5 227,1 millions en 2011 ; Cette hausse s'explique par le fonctionnement des points de vente.

Après une dotation aux amortissements de 1 121,1 millions, le Résultat Brut d'Exploitation au 31/12/2012 fait ressortir un solde positif de 6 588,4 millions, en progression de 3,85 % par rapport à l'année précédente.

Après des dotations aux provisions sur les créances douteuses de 3 921,4 millions, des dotations aux provisions pour pertes et charges de 53,4 millions, des reprises sur provisions sur les créances compromises de 337,6 millions, et les reprises d'amortissements de 77,7 millions, le Résultat d'Exploitation ressort à 3 028,9 millions contre 4 215,1 millions au 31/12/2011 soit une régression de 28,14%.

Après des charges exceptionnelles de 0,1 million, les profits sur exercices antérieurs de 0,1 million, les profits exceptionnels de 2,8 millions, les pertes sur exercices antérieurs de 2,1 millions et l'impôt sur le résultat de 471,8 millions, le Résultat Net ressort positif de 2 611,8 millions contre un résultat net positif de 4 032,8 millions au 31/12/2011 soit une baisse de 35,24% imputable essentiellement à l'importance des provisions effectuées.

## VI. COEFFICIENT D'EXPLOITATION

Le coefficient d'exploitation mesure l'efficacité de l'exploitation. Moins il est élevé plus notre exploitation sera rentable

Calcul de coefficient d'exploitation

$$\text{Coefficient brut d'exploitation} = \frac{\text{Frais généraux}}{\text{Produit net bancaire}} \times 100$$

$$\text{Coefficient net d'exploitation} = \frac{\text{Frais généraux} + \text{Dotations aux amortissements}}{\text{Produit net bancaire}} \times 100$$

(\*) En millions de FCFA

Désignation	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	2011/2010	2012/2011
Produit Net Bancaire *	10 504,1	12 465,7	13 161,0		
Frais généraux*	4 892,8	5 227,1	5 597,0		
Dotations aux amortissements *	1 001,5	1 133,8	1 221,1		
<b>Coefficient brut d'exploitation</b>	<b>46,58%</b>	<b>41,93%</b>	<b>42,53%</b>	<b>-4,65%</b>	<b>0,60%</b>
<b>Coefficient net d'exploitation</b>	<b>56,11%</b>	<b>51,03%</b>	<b>51,81%</b>	<b>-5,09%</b>	<b>0,78%</b>

Le coefficient brut d'exploitation s'est dégradé de 0,60 point entre 2011 et 2012 pour s'établir 42,53 % au 31/12/2012 contre 41,93 % un an plus tôt. Le bon niveau du coefficient d'exploitation est lié à l'effet d'une croissance soutenue du produit net bancaire par rapport à celle des frais généraux.

## VII. RESPECT DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

Les fonds propres effectifs ressortent positifs à 17 178 millions contre 14 285 millions en 2011 et permettent de respecter les normes prudentielles y afférentes.

Le ratio de solvabilité est satisfaisant et s'établit à 13,39 % contre un minimum requis de 8 %. De même, le ratio de crédits aux dirigeants est de 9,04 % contre une norme maximale de 20 %.

Le ratio de couverture des immobilisations et des participations par des fonds propres effectifs se situe à 40,51% contre une norme maximale de 100 %.

Des efforts sont en train d'être menés pour satisfaire les trois autres ratios suivants :

- Couverture des emplois à moyen et long terme par des ressources stables ; ce ratio s'établit à 25,75 % pour un minimum requis de 75 %.
- Ratio de liquidité s'est établi à 59,73% pour un minimum requis de 75 %.
- Ratio de structure de portefeuille qui ressort à 7,65 % contre un minimum requis de 60 %.

## VIII. RELEVEMENT DU CAPITAL SOCIAL

Dans l'optique de la promotion du système bancaire et financier sain et solide et susceptible de contribuer efficacement au financement du développement économique et en application des dispositions du relèvement du capital social, il a été imposé aux banques par la BCEAO de porter le capital social à cinq milliards de FCFA au plus tard le 31 décembre 2011 et plus tard à dix milliards.

Par décret N° 2012-298/PR du 30 décembre 2011, le capital de l'UTB a été augmenté de 3 milliards par incorporation des réserves pour atteindre le niveau de 5 milliards requis.

L'UTB est prête à chaque instant à porter son capital social à dix milliards par une incorporation des réserves pour un montant de cinq milliards.

## IX. EFFECTIFS

Désignation	31/12/2012	31/12/2011
Cadres – Gradés – Employés	242	231
Personnel de service (Chauffeurs, Plantons)	19	22
<b>TOTAL</b>	<b>261</b>	<b>253</b>

Compte tenu de nos objectifs, nous avons opté pour une adaptation des ressources humaines aux réalités financières de la banque.

Par ailleurs, et dans le souci d'élever le niveau de qualification professionnelle des employés, la banque a inscrit en formation les agents à l'Institut Technique de Banque (ITB) ainsi qu'aux cours diplômants de CAP et BP.

La banque a fait bénéficier à certains de ces agents de séminaires de courte durée sur des thèmes variés touchant des aspects importants de l'activité bancaire y compris la monétique.

## X. PRIVATISATION

L'appel d'offre pour la privatisation de l'UTB est déclaré infructueux par la Commission de Privatisation après analyse de l'unique offre reçue dont l'offre financière est jugée inacceptable.

Le processus de privatisation pourra être relancé à une date ultérieure si les autorités le jugent nécessaire.

## XI. PERSPECTIVES

Messieurs les membres du Conseil d'Administration,

L'exercice 2012 s'est déroulé dans un environnement économique stable. Les efforts déployés pour renouer avec les grands équilibres macro-économiques ont abouti au renforcement des relations avec les bailleurs de fonds internationaux, autorisant l'espoir d'une densification des investissements productifs.

L'objectif pour notre Institution demeure le retour à une rentabilité durable qui passe nécessairement par :

- La qualité des services et l'accueil de la clientèle qui restent des exigences premières dans les actions quotidiennes de la banque ;
- Une compétitivité soutenue qui demeure l'instrument incontournable de survie et de croissance dans un environnement de multiplication continue des acteurs du secteur ;
- Un développement sélectif et prudent de nos emplois avec une adaptation permanente à l'état de notre trésorerie et dans une appréciation objective des exigences sur la crise actuelle,
- La poursuite d'une politique efficace d'assainissement de notre portefeuille et l'accentuation des actions de recouvrement de nos créances compromises,
- Le maintien d'une trésorerie stable, élément indispensable à une exploitation harmonieuse de la banque,
- Le renforcement de la sécurité de traitement et d'exécution des opérations bancaires,
- Une recherche permanente des gains de productivité et la maîtrise des frais généraux,
- L'accélération et le meilleur suivi des procédures de recouvrement des créances compromises avec le concours souhaitable d'une justice plus transparente, plus efficace et plus équitable,
- La poursuite de la densification sélective de nos points de vente.

Il est bien entendu que la banque ne peut atteindre ses objectifs que dans un esprit de rigueur partagé par l'ensemble du personnel. La consolidation et la pérennité de sa santé financière exigent ce préalable.

L'ensemble des performances acquises durant l'exercice 2012 n'a été rendu possible que grâce au dévouement, à l'efficacité des membres du Conseil d'Administration et du Conseil d'Administration ainsi qu'à la fidélité renouvelée de notre clientèle et à la qualité du travail du personnel. Un hommage mérité doit être rendu à chacun de ces acteurs.



## • RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Messieurs les actionnaires de l'UTB,

En exécution de la mission de commissaire aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012 sur :

- le contrôle des comptes de l'UTB tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1. OPINION SUR LES COMPTES CLOS LE 31 DECEMBRE 2012

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels de l'UTB au 31 décembre 2012, tels qu'annexés au présent rapport et faisant ressortir un bénéfice de **2 612 millions de francs CFA**, sont, au regard des règles et principes comptables du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes internationales et aux dispositions de l'Acte Uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique, aux vérifications spécifiques prévues par la réglementation en vigueur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers de synthèse des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers de synthèse.

### 3. AUTRE INFORMATION

Sans remettre en cause l'opinion ci-dessus exprimée, nous voulons porter à votre connaissance ce qui suit :

#### **Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice 2012 : Incendie des deux grands marchés de Lomé et de Kara**

En janvier 2013, des clients de l'UTB ont été victimes successivement des incendies des grands marchés de la Kara et de Lomé. L'encours exigible sur ces clients au 31 décembre 2012 s'élève à FCFA 1 314 millions de francs CFA.

Au 04 juin 2013, leur situation s'est dégradée portant le montant de l'encours à 1 907 millions de francs CFA.

**Avis du client : Un suivi particulier sera accordé aux crédits des victimes des incendies jusqu'au 31 décembre 2013 avant toute décision de provisionnement.**

**Lomé, le 11 juin 2013**

**EFOGERC**  
**Membre Indépendant BKR**  
**International**

---

**AUDIT & CONSULTING**  
**CENTER (A2C)**

---

---

**Kodjo ADOKOU**  
**Expert Comptable Diplômé**  
**Commissaire aux Comptes**

---

**Sylvain Koffi EKON, CPA**  
**Expert Comptable Diplômé**  
**Commissaire aux Comptes**

Messieurs les Membres du Conseil d'Administration  
de l'Union Togolaise de Banque (UTB)

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous devons vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont nous avons été avisés.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention visée à l'article 438 de l'Acte Uniforme sur le droit des sociétés commerciales et du GIE de l'OHADA.

**Lomé, le 11 juin 2013**

**EFOGERC**  
**Membre Indépendant BKR**  
**International**

---

**AUDIT & CONSULTING**  
**CENTER (A2C)**

---

---

**Kodjo ADOKOU**  
**Expert Comptable Diplômé**  
**Commissaire aux Comptes**

---

**Sylvain Koffi EKON, CPA**  
**Expert Comptable Diplômé**  
**Commissaire aux Comptes**

## BILANS

ACTIF	31/12/2011	31/12/2012	PASSIFS	31/12/2011	31/12/2012
<b>CAISSE</b>	<b>6 405</b>	<b>8 136</b>	<b>DETTES INTERBANCAIRES</b>	<b>33 938</b>	<b>36 091</b>
<b>CREANCES INTERBANCAIRES</b>	<b>24 120</b>	<b>22 554</b>	Dettes interbancaires à vue	8 329	8 360
Créances interbancaires à vue	22 744	20 210	Dettes interbancaires à terme	25 609	27 731
Créances interbancaires à terme	1 376	2 344			
			<b>DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE</b>	<b>127 383</b>	<b>129 596</b>
<b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>	<b>110 914</b>	<b>115 754</b>	Comptes d'épargne à vue	28 168	30 938
Portefeuille d'effets commerciaux	1 044	1 690	Comptes d'épargne à terme	2	2
Crédits de campagne	-	-	Autres dettes à vue	65 656	67 055
Crédits ordinaires	42 128	54 316	Autres dettes à terme	33 557	31 601
Comptes ordinaires débiteurs	67 742	59 748			
			<b>AUTRES COMPTES DU PASSIF</b>	<b>3 363</b>	<b>4 121</b>
<b>AUTRES COMPTES D'ACTIF</b>	<b>41 720</b>	<b>43 374</b>	Autres passifs	797	805
Titres de placement	19 765	23 242	Comptes d'ordre et divers	1 806	2 556
Immobilisations financières	9 776	7 844	Provisions pour pertes et charges	760	760
Immobilisations incorporelles	15	10			
Immobilisations corporelles	9 186	9 199	<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>18 475</b>	<b>20 010</b>
Autres actifs	2 381	1 819	Fonds propres pour risques bancaires généraux	225	225
Comptes d'ordre et divers	597	1 260	Capital	5 000	5 000
			Réserves	2 226	5 259
			Report à nouveau	-	-
			Ecart de réévaluation	6 991	6 914
			Résultat de l'exercice	4 033	2 612
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>183 159</b>	<b>189 818</b>	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>183 159</b>	<b>189 818</b>
<b>COMPTES HORS BILAN (engagements donnés)</b>	<b>25 707</b>	<b>34 124</b>	<b>COMPTES HORS BILAN (engagements reçus)</b>	<b>92 949</b>	<b>100 474</b>

# COMPTES DE RESULTAT DES EXERCICES CLOS

## AU 31 DECEMBRE 2011 et 2012

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

	31/12/2011	31/12/2012
Intérêts et produits assimilés	10 316	12 339
Commissions acquises	1 871	1 738
Produits divers d'exploitation	4 471	3 848
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>16 658</b>	<b>17 925</b>
Charges sur dettes interbancaires	(1 310)	(1 441)
Charges sur dettes sur la clientèle	(2 192)	(2 743)
Charges sur prestations des services financiers	(647)	(460)
<b>Charges bancaires</b>	<b>(4 149)</b>	<b>(4 644)</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>12 509</b>	<b>13 281</b>
Produits généraux d'exploitation	195	124
Frais généraux d'exploitation	(5 225)	(5 596)
Dotations aux amortissements	(1 134)	(1 221)
Solde en bénéfice des corrections de valeurs sur créance et hors bilan		
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances et hors bilan	(2 275)	(3 637)
Reprise d'amortissements et provisions sur immobilisations	146	78
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>4 216</b>	<b>3 029</b>
Produits exceptionnels	77	3
Charges exceptionnelles	(256)	-
Profits sur exercices antérieurs	132	54
Pertes sur exercices antérieurs	(26)	(2)
Impôts sur les résultats	(110)	(472)
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>4 033</b>	<b>2 612</b>

# BILANS DES EXERCICES 2008 A 2012

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ACTIF	2008	2009	2010	2011	2012
CAISSE	5 490	6 517	7 091	6 405	8 136
Créances interbancaires	19 585	13 416	28 031	24 120	22 554
Créances sur la clientèle	61 193	63 196	75 809	110 914	115 754
Titres de placement	15 457	13 838	15 908	19 765	23 242
Valeurs immobilisées	8 033	23 159	21 322	18 977	17 053
Autres actifs	1064	907	1099	2381	1819
Comptes d'ordre et divers	1712	618	1026	597	1260
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>112 534</b>	<b>121 651</b>	<b>150 286</b>	<b>183 159</b>	<b>189 818</b>
PASSIF	2008	2009	2010	2011	2012
Dettes interbancaires	13 172	6 661	18 216	33 938	36 091
Dettes envers la clientèle	85 080	98 323	113 498	127 383	129 596
Autres passifs	394	420	565	797	805
Comptes d'ordres divers	823	1 766	1 661	1 818	2 556
Provisions pour risques et charges	454	933	1 325	760	760
Fonds propres	12 611	13 548	15 021	18 463	20 010
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>112 534</b>	<b>121 651</b>	<b>150 286</b>	<b>183 159</b>	<b>189 818</b>

# COMPTES DE RESULTATS DES EXERCICES 2008 A 2012

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012
<b>COEFFICIENT D'EXPLOITATION</b>	<b>69,80%</b>	<b>47,94%</b>	<b>46,58%</b>	<b>41,93%</b>	<b>41,93%</b>
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	5 217,54	7 596,50	8 661,28	11 581,68	13 638,99
PRODUITS ET COMMISSIONS	3 291,93	3 978,53	4 798,00	5 033,35	4 166,31
CHIFFRES D'AFFAIRES	8 509,40	11 575,04	13 459,29	16 615,03	17 805,31
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES	2 307,30	2 634,46	2955,15	4149,25	4644,32
MARGE D'INTERET	2 910,24	4 962,03	5 706,11	7 432,42	8 994,67
PRODUIT NET BANCAIRE	6 502,17	8 940,57	10 504,12	12 465,78	13 160,98
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 329,36	4 286,02	4892,84	5227,13	5596,99
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 238,40	3 890,79	4 756,85	6 344,23	6 588,47
RESULTAT NET	1 442,57	1 014,94	1 550,17	4 032,87	2 611,84

## EVOLUTION DES DEPOTS DES EXERCICES 2008 A 2012

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012
<b>CLIENTELE PRIVEE</b>					
Comptes ordinaires créditeurs	30 263	41 906	41 108	42 513	43 607
Comptes à terme	13 218	7 523	13 395	17 024	17 229
Comptes d'épargne	20 679	23 189	26 762	28 170	30 940
Autres dépôts	3 518	2 519	8 830	3 924	2 578
<b>TOTAL CLIENTELE PRIVEE</b>	<b>67 678</b>	<b>75 137</b>	<b>90 095</b>	<b>91 631</b>	<b>94 354</b>
ORGANISMES PUBLICS					
Comptes ordinaires créditeurs	11 937	11 707	12 841	23 000	23 387
Comptes à terme	5 629	11 638	10 773	12 752	11 855
<b>TOTAL ORGANISMES PUBLICS</b>	<b>17 566</b>	<b>23 345</b>	<b>23 614</b>	<b>35 752</b>	<b>35 242</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>85 244</b>	<b>98 482</b>	<b>113 709</b>	<b>127 383</b>	<b>129 596</b>

## EVOLUTION DES CREDITS DES EXERCICES 2008 A 2012

(Montants exprimés en millions de F.CFA)

ELEMENTS	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012
<b>CLIENTELE PRIVEE</b>					
Portefeuille effets commerciaux	746	1 749	3 541	1 044	1 690
Comptes ordinaires débiteurs	25 150	36 927	38 644	58 984	59 748
Autres crédits à court terme	6 708	9 106	11 764	16 961	10 110
Crédit à moyen terme	9 071	9 709	12 941	23 059	27 027
Crédit à long terme	264	433	520	564	613
Créances douteuses	<b>2 027</b>	<b>2 207</b>	<b>3 847</b>	<b>1 544</b>	<b>5 805</b>
<b>TOTAL CLIENTELE PRIVEE</b>	<b>43 966</b>	<b>60 131</b>	<b>71 257</b>	<b>102 156</b>	<b>104 993</b>
ORGANISMES PUBLICS					
Crédit à moyen terme	17 227	3 065	4 552	8 758	10 761
<b>TOTAL ORGANISMES PUBLICS</b>	<b>17 227</b>	<b>3 065</b>	<b>4 552</b>	<b>8 758</b>	<b>10 761</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>61 193</b>	<b>63 196</b>	<b>75 809</b>	<b>110 914</b>	<b>115 754</b>



## EVOLUTION DES FONDS PROPRES EFFECTIFS

Désignation	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012
<b>CAPITAL SOCIAL</b>	<b>2 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>
+ Réserves	3 392	392	1 176	2 226	5 259
+ / - Report à nouveau	-1 674	-231	0	0	0
+ Provisions à caractère de réserve	225	225	225	225	225
- Frais et valeurs incorporels	-25	-10	0	-15	-10
- Provisions complémentaires sur créances exigées par la COB	-17	-172	-132	-142	-210
- Provisions complémentaires sur créances exigées par la COB	-17	-172	-132	-142	-210
<b>Fonds propres de base</b>	<b>3 901</b>	<b>5 204</b>	<b>6 269</b>	<b>7 294</b>	<b>10 264</b>
<b>Fonds propres complémentaires</b>	<b>3 901</b>	<b>5 204</b>	<b>6 269</b>	<b>6 991</b>	<b>6 914</b>
<b>FONDS PROPRES EFFECTIFS</b>	<b>7 802</b>	<b>10 408</b>	<b>12 538</b>	<b>14 285</b>	<b>17 178</b>

## **PREMIÈRE RÉOLUTION : ADOPTION DES COMPTES**

Le Conseil d'Administration, agissant en qualité d'Assemblée Générale, après examen des rapports de la Direction Générale et des Commissaires aux Comptes et après avoir pris connaissance du bilan et du Compte de Résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2012 qui dégage un bénéfice net de deux milliards six cent onze millions huit cent quarante quatre mille huit cent soixante huit (2 611 844 868) FCFA, approuve lesdits rapports, le bilan et le compte de résultat tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **DEUXIÈME RÉOLUTION : AFFECTATION DU RÉSULTAT**

Le Conseil d'Administration, agissant en qualité d'Assemblée Générale, décide :

- d'affecter à la réserve spéciale 15 % du bénéfice net de l'exercice clos le 31 décembre 2012, soit trois cent quatre vingt onze millions sept cent soixante seize mille sept cent trente (391 776 730) FCFA, portant le solde créditeur du poste « Réserve Spéciale » à un milliard cinq cent quarante deux millions neuf cent soixante seize mille huit cent soixante dix (1 542 976 870) FCFA;
- de distribuer un dividende de un milliard (1 000 000 000) de FCFA;
- et de doter la « Réserve facultative » du reliquat, soit un milliard deux cent vingt millions soixante huit mille cent trente huit (1 220 068 138) FCFA, portant le solde créditeur du poste « Réserve facultative » à cinq milliards trois cent vingt huit millions trois cent soixante sept mille cent quatre vingt neuf (5 328 367 189) FCFA.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **TROISIÈME RÉOLUTION : RENOUVELLEMENT DU MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES ET DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUPPLEANTS**

Le mandat des Cabinets EFOGERC et AUDIT & CONSULTING CENTER (A2C), Commissaires aux Comptes titulaires et des Cabinets CKA et EXPERTS ASSOCIES, Commissaires aux Comptes suppléants vient à expiration à l'issue de ce Conseil d'Administration tenant lieu d'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration, agissant en qualité d'Assemblée Générale, approuve le renouvellement du mandat pour une période de trois ans couvrant les exercices 2013 à 2015 des cabinets :

- EFOGERC et AUDIT & CONSULTING CENTER (A2C) en qualité de Commissaires aux Comptes titulaires ;
- CKA et EXPERTS ASSOCIES en qualité Commissaires aux Comptes suppléants.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **QUATRIEME RÉOLUTION : QUITUS AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le Conseil d'Administration, agissant en qualité d'Assemblée Générale, donne quitus à tous les membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes pour leur gestion et tous les actes accomplis par eux au cours de l'exercice 2012.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

## **CINQUIEME RÉOLUTION : POUVOIRS**

Le Conseil d'Administration, agissant en qualité d'Assemblée Générale, confère à tout porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion, tous pouvoirs pour effectuer tous dépôts et faire remplir toutes les formalités de publication légale.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

**Lomé, le 20 juin 2013**

